

**Habités par une mémoire  
Mobilisés par un projet**



Mars 2020

## **Enquête au sujet d'une nouvelle offre politique alsacienne**

### **Lettre aux membres et aux sympathisants de l'ICA**

#### **Lettre au Mouvement pour l'Alsace**

Chères amies, chers amis,

Les actions menées depuis la liquidation du Conseil régional d'Alsace, tant par les clubs de réflexion et que par la classe politique actuelle, si elles ont été utiles, elles ont sans doute été insuffisantes au regard de la situation institutionnelle actuelle.

Nous ne saurions nous satisfaire de la CEA<sup>1</sup>. Certes, elle constitue un premier pas vers la reconnaissance du fait alsacien, et elle doit être une réussite, mais elle n'a ni les moyens politiques ni les moyens financiers suffisants pour conduire une politique alsacienne en faveur des besoins et des intérêts de l'Alsace.

Pour le coup d'après !

Si l'objectif est celui du retour à une véritable Région Alsace dotée de compétences et de moyens permettant de répondre aux besoins et aux intérêts alsaciens et de booster les potentialités alsaciennes, si l'objectif est d'obtenir un « Plus d'Alsace » pour un mieux-être et vivre ensemble en Alsace, si l'objectif est la création d'une CSP<sup>2</sup>, l'offre politique actuelle est-elle suffisante ? Nombreuses et nombreux sont les Alsaciennes et les Alsaciens qui souhaitent une existence forte d'un parti régionaliste alsacien. Le sondage IFOP de décembre 2019 nous indique que 68 % des sondés souhaitent que l'Alsace redevienne une vraie région hors du Grand Est, que 55 % sont favorables à la création d'un nouveau parti régionaliste et que 57 % voteraient pour ce parti.

L'intérêt d'un parti politique réside dans ce qu'il donne un corps politique aux partisans d'une approche idéologique, en l'occurrence le régionalisme qu'il entend par ailleurs contribuer à populariser, et dans ce qu'il entre dans le jeu de la démocratie représentative en présentant des candidats aux élections afin d'obtenir la prise en compte de sa conception des choses par la puissance publique.

Il existe déjà un parti régionaliste qui d'ailleurs se dit autonomiste, en l'occurrence Unser Land (UL), certes implanté dans l'espace politique alsacien, mais ne lui en déplaît, il reste à l'évidence loin de combler le souhait des 57 % des sondés évoqués ci-dessus.

---

<sup>1</sup> CEA = Collectivité européenne d'Alsace

<sup>2</sup> CSP = Collectivité à statut particulier

Je pense que pour faire bouger les lignes, une démarche supplémentaire s'impose. Une offre politique nouvelle est à faire à celles et à ceux qui ne se retrouvent pas dans l'existant et/ou qui sont dans le désenchantement ou dans la protestation et qui veulent continuer la lutte sous cette forme nouvelle.

**Cette nouvelle offre politique peut venir d'un renouvellement, d'un *aggiornamento* de l'offre faite par UL dans le but d'obtenir une plus large adhésion par le corps électoral et une implantation renforcée. L'adhésion aussi de membres du CPA et de l'ICA qui n'en sont pas !**

**Cette nouvelle offre politique peut aussi venir d'un nouveau parti. Cette nouvelle offre politique peut aussi venir d'un rassemblement allant de Les Républicains « régionalistes » à Unser Land.**

Quoi qu'il en soit cette nouvelle offre politique devra se positionner par rapport aux ambiguïtés du régionalisme. Il existe d'une part, une variante libérale-démocratique du régionalisme, qui ne remet pas en cause la légitimité de l'État, mais qui cherche à la transformer. Dans ce cas, le régionalisme représente une forme institutionnelle d'État unitaire qui se réforme. Sans démonstration « bruyante », la fierté régionale de chaque région reste fortement ancrée et se connecte facilement à l'identité nationale, qui se retrouve dans le jeu de la diversité des affiliations (locale, régionale, nationale, européenne), qui se traduit par un renforcement et une légitimation démocratique selon le principe d'union dans la diversité. Il existe d'autre part une variante dans laquelle le régionalisme prend une dimension ethno-nationaliste. Le transfert de compétences se transforme en une étape intermédiaire vers la conquête de l'indépendance (micro)nationale. Le régionalisme des "petites patries" contient un facteur de désintégration en imposant une identité *ethnocentrée* et en interprétant le microterritoire comme un rempart contre "l'autre", "les différents". (Attention, je ne dis pas que UL c'est cela !).

**La nouvelle offre politique alsacienne devra s'inscrire clairement dans le régionalisme libéral-démocratique qui a démontré la capacité de concilier l'autogestion régionale et locale avec l'État-nation et l'UE.**

Au sujet des prochaines échéances électorales, **il serait intéressant de connaître l'avis** des uns et des autres sur les trois formules proposées par l'ICA, afin que chacun puisse agir en toute connaissance de cause.

- formule 1 : **réalisation d'une plateforme** unissant dans la diversité sur l'idée d'une CSP, les LR et centristes « régionalistes », Unser Land, Euro-Region Alsace, MPA, CPA et ICA avec un **accord électoral** pour les élections à venir,
- formule 2 : **refondation d'Unser Land** lui permettant d'intégrer celles et ceux qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent,
- formule 3 : **création d'un nouveau parti** qui devrait fédérer les régionalistes qui ne se retrouvent pas dans l'existant.

**Pour répondre à l'enquête : indiquer à [ica.2010@orange.fr](mailto:ica.2010@orange.fr) je suis pour la formule 1 ou je suis pour la formule 2 ou encore je suis pour la formule 3.** Les réponses resteront anonymes !

Cordialement.

Pierre Klein, président